

RECEPISSE DE DECLARATION

**CONCERNANT DES TRAVAUX DE RESTAURATION DES BERGES
DE LE ZIEUX EN QUAI**

COMMUNES DE CLAIRMARAIS, SAINT OMER (62) et NIEURLET (59)

Dossier n°62-2016-00006

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment son Livre II de la partie Législative et son Livre II Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ;

VU les arrêtés préfectoraux portant délégation de signature ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 21 janvier 2016, présentée par EDEN 62, enregistrée sous le n°62-2016-00006 et relative à l'aménagement des berges de Le Zieux sur les communes de CLAIRMARAIS, SAINT OMER (62) et NIEURLET (59) ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :

**Monsieur le Président du Syndicat Mixte EDEN 62
2, Rue Claude
BP 113
62240 DESVRES**

concernant l'aménagement en quai des berges du cours d'eau Le Zieux en tunage bois afin de permettre la traversée à l'aide d'un bac ;

- sur 20 m au lieudit le Marais Lefèbvre sur la commune de CLAIRMARAIS, parcelles cadastrées OA 107 et 219 ;
- sur 10 m au lieudit Les Clémings sur la commune de SAINT OMER, parcelle cadastrée BN 419 ;
- sur 10 m au lieudit le Marais de Bonneghem sur la commune de NIEURLET, parcelle cadastrée OB 842.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 13 février 2002 modifié

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Copie de la déclaration et de ce récépissé seront adressées aux mairies des communes de CLAIRMARAIS, SAINT OMER et NIEURLET où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de l'Audomarois et à la Sous Préfecture de SAINT OMER et DUNKERQUE pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais et du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie des communes de CLAIRMARAIS, SAINT OMER et NIEURLET par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an prolongé de six mois si la mise en service n'est pas intervenue dans les six mois, dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-51 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.


Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le **11 MARS 2016**
Pour le Préfet et par délégation,
La Responsable du
Service Eau Environnement,


Isabelle DORESSE

A ARRAS, le **11 MARS 2016**
Pour la Préfète et par délégation,
Le Chef du Service Eau et Risques,


Bernard MATHON